



Scientific Support Plan for a Sustainable Development Policy
(SPSD II)

Part 1:
Sustainable production and consumption patterns

Résumé



Détermination de profils de ménages
pour une utilisation plus rationnelle de l'énergie

CP 50

Grégoire Wallenborn – CEDD/IGEAT – ULB
Catherine Rousseau, Hélène Aupaix – CRIOC
Karine Thollier, Pascal Simus – ICEDD

Research contract n°CP/50
Août 2006



CRIOC

Centre de Recherche et d'Information
des Organisations de Consommateurs



1. Introduction. Faire diminuer la consommation d'énergie des ménages : un objectif mobilisateur ?

L'objectif de l'étude est d'évaluer la capacité des ménages belges à diminuer leur consommation d'énergie résidentielle. Cet objectif s'inscrit notamment dans le cadre des obligations découlant du Protocole de Kyoto, puisque environ 80% du potentiel de réchauffement climatique vient de la combustion des énergies fossiles (via les émissions de CO₂). Toutefois l'intérêt du protocole de Kyoto réside dans son caractère contraignant et par conséquent dans la mobilisation des moyens et des personnes qui doit en découler. Les ménages belges sont-ils prêts à y participer ? Quelles sont leurs attitudes et leurs pratiques actuelles ? Sont-ils capables de modifier leurs comportements ? Et les acteurs du marché, notamment les architectes, entrepreneurs généraux et chauffagistes, sont-ils parés pour répondre à une éventuelle demande ? Ce sont les questions clef auxquelles l'étude apporte des réponses.

La Belgique est l'un des pays européens où la consommation d'énergie totale par habitant est la plus élevée. Il semble en outre que la consommation d'énergie liée au chauffage soit également élevée relativement aux pays voisins. Le chauffage des bâtiments (tertiaire inclus) est la première source d'émission de gaz à effet de serre en Belgique en 2003 (21,8%) et présente une augmentation de 14,3% par rapport à 1990. Il s'agit là de la plus forte progression après les transports. Les ménages sont par conséquent une cible importante des mesures visant à développer la maîtrise de la demande d'énergie.

Pour la mise en œuvre des instruments politiques, les pouvoirs publics font souvent appel implicitement à une approche relativement simple et qui semble évidente : chacun peut maîtriser ses comportements, mais c'est aux industriels à mettre sur le marché des produits plus performants. En fait, cette approche dominante est ancrée dans la théorie microéconomique qui décrit la formation de la préférence des consommateurs sur base d'une fiction : l'individu agit de manière rationnelle dans un marché parfait afin de maximiser sa satisfaction ou son usage personnel. Cette approche économique se heurte à de nombreux problèmes lorsqu'elle est confrontée aux réalités des pratiques de consommation. Pour comprendre les dynamiques de consommation, il faut non seulement tenir compte des imperfections et barrières du marché mais aussi s'écarter du modèle économique afin de saisir : 1) l'écart entre les déclarations et les comportements des consommateurs, 2) les pratiques et les usages des objets qui consomment de l'énergie, et 3) la diversité et la pluralité des profils de consommation.

2. Hypothèses de l'étude

Lors d'une étude précédente sur la consommation durable (CP17), nous avons montré que l'adoption de comportements respectueux de l'environnement résulte d'une dynamique complexe qui varie selon les individus, les secteurs de consommation et les circonstances. Nous avons observé que très peu de personnes font des choix de consommation pour protéger l'environnement ; au mieux, les personnes interrogées intègrent des critères relatifs à la protection de l'environnement dans leurs choix pour sélectionner une option parmi plusieurs qui répondent à leurs motivations prioritaires. La rationalité des choix des consommateurs doit toujours être *située*, c'est-à-dire replacée dans le faisceau de contraintes qui limitent leurs possibilités théoriques d'action. Dans cette optique, les instruments d'information ne semblent pas suffisants en eux-mêmes, mais seulement s'ils viennent soutenir d'autres initiatives (aides financières, règlements).

Nous avons voulu voir si ces résultats sont transposables au domaine de la consommation d'énergie des ménages, et développer une méthodologie afin d'en comprendre les pratiques aujourd'hui en Belgique. Notre objectif a été de mettre en évidence les dynamiques d'attitudes et de comportements de la population belge en matière de consommation

d'énergie domestique, de comprendre les logiques d'actions par rapport aux économies d'énergie et d'évaluer le niveau de sensibilité à différents instruments existants utilisés en vue de réaliser des économies d'énergie. L'idée centrale de l'étude était de segmenter la population en fonction de la sensibilité aux différents instruments politiques. Peut-on faire des distinctions entre groupes sociaux dans les pratiques de consommation d'énergie ? Comment et par qui les informations sur les économies d'énergie sont-elles appropriées ? Quels sont les facteurs déterminants pour économiser l'énergie selon les différents groupes sociaux ? Qui a modifié son installation de chauffage ou l'isolation de son logement, et pour quelles raisons ? Qui utilise les primes ?

Au début de l'étude, nous avons émis l'hypothèse que la manière dont les gens habitent leur logement peut être un angle d'analyse adéquat. En effet les manières d'habiter peuvent *a priori* être reliées, d'une part, à des pratiques différenciées de consommer l'énergie et, d'autre part, à la façon dont seraient reçus des arguments et des incitants pour économiser l'énergie. Nous avons sur cette base établi une typologie de six profils (cf. §5 ci-dessous). Ce résultat intéressant n'a pas pu être confirmé car il est apparu que la consommation d'énergie d'un ménage dans les différents secteurs (chauffage, électricité, eau chaude sanitaire) et sous-secteurs (les différents services rendus par l'électricité) présente des dynamiques différentes. Par conséquent les économies d'énergie doivent être abordées différemment selon les secteurs, et ne peuvent être simplement reliées à la manière dont un ménage habite son logement.

3. Les déterminants de la consommation résidentielle d'énergie

Notre objet d'étude étant la consommation résidentielle d'énergie des ménages belges (hors transports donc), l'unité de base de l'étude est le ménage dans le cadre de son habitation, et nous avons considéré l'ensemble des variables qui sont susceptible d'influencer la consommation d'énergie du ménage en Belgique. Notre modèle théorique reprend l'ensemble des relations qui apparaissent les plus déterminantes pour la consommation résidentielle d'énergie. Au centre se situe le ménage et son habitation du point de vue énergétique, à savoir d'un côté ce qui en constitue le *cadre* (système de chauffage, enveloppe de l'habitation, appareils électriques) et de l'autre ce qui en crée l'*ambiance* (usages et comportements en matière de consommation d'énergie, manières d'habiter les différentes pièces, relations entre les personnes composant le ménage).

Les relations que peut avoir un ménage avec ces éléments de cadre et d'ambiance sont ce que nous appelons les *variables d'action*, car ce sont celles-là qui déterminent directement la consommation d'énergie du ménage et celles qu'*a priori* un ménage peut mobiliser pour diminuer sa consommation. Par contraste, les relations qui ont une influence indirecte sur la consommation d'énergie sont appelées *variables de situation*. Ces variables sont : les caractéristiques sociodémographiques, les attitudes et ressources cognitives, les caractéristiques du logement et des appareils, l'offre des produits qui peuvent modifier le cadre de l'habitation et l'offre en matière d'énergie. Dans notre modèle, ces facteurs sont représentés comme des contraintes externes, ou encore comme le *donné* de la situation. Mais il est évident que ces variables peuvent évoluer, telles que les caractéristiques du logement et des appareils, la représentation du confort ou le fait de devenir propriétaire. Les instruments politiques occupent une place particulière dans notre modèle, en vertu de l'analyse que nous désirons leur accorder. Ces instruments n'agissent pas directement sur les caractéristiques et les comportements des ménages, mais plutôt sur certaines attitudes et représentations, ainsi que sur les opportunités de marché. Nous allons brièvement expliciter les différentes variables de situation, c'est-à-dire ce dont il faut tenir compte pour comprendre comment et pourquoi les ménages consomment de l'énergie.

Caractéristiques sociodémographiques

Le revenu donne accès aux investissements, tant consommateurs d'énergie qu'économiseurs en énergie. La composition du ménage indique le type de relations possibles à l'intérieur du ménage. La formation signale notamment le niveau de compétence pour comprendre des aspects de la consommation d'énergie. La profession renvoie à un ensemble de ressources culturelles, mais avant tout à un revenu. Formation et profession ont certainement des relations avec l'accès aux informations. Le fait d'être propriétaire ou locataire est évidemment déterminant pour comprendre les comportements (investissement ou non). L'évolution des structures familiales (séparations et recompositions) a également une influence sur la consommation d'énergie. L'évolution du nombre moyen de personnes par ménage est en baisse continue depuis la moitié du 20^e siècle. Or un ménage d'une personne consomme quelque 20 % d'énergie en plus par personne qu'un ménage de 2 personnes. Les autres variables sociodémographiques signalent l'appartenance sociale (dont le genre) des membres du ménage, les relations aux générations et à l'histoire, la relation au changement et aux transformations.

Attitudes et représentations

Les biens de consommation doivent être analysés selon diverses dimensions : fonctionnalité (services rendus, routines), symbolique (place dans la société du possédant, esthétique). Les attitudes peuvent être générales (souci pour l'environnement ou l'avenir) ou spécifiques (vis-à-vis des différentes activités consommatrices d'énergie). Les représentations peuvent porter sur des normes sociales (confort, identification aux autres), sur des comportements (efficacité perçue de l'action) ou sur le moyen d'évaluer une décision (coûts-bénéfices).

Caractéristiques du logement occupé et de ses équipements

Du point de vue de la consommation d'énergie, un logement se caractérise par son enveloppe (volume, surface, isolation) et par les équipements (chaudière, combustible, appareils électriques).

Le parc de logements en Belgique est vieux, peu ou pas isolé, ce qui confronte les ménages à des problèmes techniques d'isolation d'envergure, qui eux-mêmes nécessitent des investissements importants. En comparaison avec les autres pays de l'Union Européenne ayant un climat comparable, la Belgique a encore des progrès à faire dans l'isolation des habitations, notamment en matière d'isolation des toits et du sol. Ainsi, en 1999, seuls 14% des logements avaient un sol isolé, et 43% des toits isolés (données Eurostat). Les chiffres cités ci-dessus reflètent d'ailleurs le nombre de logements ayant une isolation, et non ceux isolés à un niveau suffisant. En outre l'étude SENSIVV (CSTC, 1999) qui portait sur 200 logements, suggère qu'environ 90% des nouvelles constructions ne respecteraient pas les normes d'isolation, pourtant inférieures à celles d'autres pays et en deçà de l'optimum économique.

Opportunités de marché

Les opportunités de marché comprennent : la disponibilité des différentes technologies, leurs coûts absolus et relatifs, l'accessibilité des informations et la disponibilité du crédit. Remarquons que le prix du mazout (la source d'énergie de référence des Belges) est l'un des plus bas d'Europe. Les taxes qui sont appliquées sur l'énergie (principalement la TVA) ne renforcent pas la visibilité de l'impact environnemental des énergies fossiles. La consommation absolue de mazout ne semble pas varier significativement selon les revenus des ménages ; on constate par contre une légère augmentation de la consommation de gaz avec les revenus, et une corrélation très nette en ce qui concerne l'électricité. Néanmoins, lorsque l'on regarde la part de ces dépenses dans le budget des ménages, même l'électricité occupe une part plus petite du budget des ménages à revenus plus aisés.

Instruments politiques

Traditionnellement, on distingue quatre catégories d'instruments politiques : économiques, réglementaires, socioculturels, physiques (dont l'aménagement du territoire). D'après notre approche, nous avons considéré deux catégories : 1) Les instruments qui visent à modifier le cadre de l'habitation du ménage ; primes, normes, étiquettes, labels. 2) Les instruments qui visent à modifier les attitudes et représentations pour engendrer de nouveaux comportements et pratiques.

Nous avons répertorié plus de quarante mesures prises ou prévues par les autorités publiques en Belgique pour favoriser une utilisation plus rationnelle de l'énergie par les ménages. Ce répertoire, bien que non exhaustif, donne un aperçu des types de mesures privilégiées par les différents niveaux de gouvernement. En Belgique de nombreux instruments pour maîtriser la consommation d'énergie ont été développés par des acteurs agissant à différents niveaux de compétence. Ces instruments ont fait l'objet de comparaisons avec d'autres pays, et il ressort que la Belgique semble avoir développé un éventail équilibré d'instruments diversifiés.

A l'analyse, on constate que le public visé est avant tout le « grand public », notamment via de vastes campagnes d'information, ainsi que les propriétaires prêts à investir dans des appareils et structures performants d'un point de vue énergétique. Il existe peu de mesures d'accompagnement : on mise beaucoup sur la « spontanéité » des ménages et l'existence de motivations fortes à faire des économies d'énergie. Une politique de maîtrise de l'énergie doit donc parvenir à prendre en compte à la fois les bas revenus (budget énergie proportionnellement important, peu de capacité d'investissement) et les hauts revenus (énergie relativement moins importante dans le budget, mais haute capacité d'investissement).

4. Méthodologie : les étapes de l'enquête

Afin de cerner les possibilités que les ménages ont de maîtriser leurs consommations d'énergie, nous avons cherché à analyser leurs attitudes, représentations, comportements et pratiques liées à l'énergie en général et aux économies d'énergie en particulier. Nous avons donc articulé diverses méthodes appartenant à diverses disciplines, procédant ainsi à des aller-retour entre des approches qualitatives et le questionnaire quantitatif. Voici les différentes étapes de notre enquête.

Des groupes de discussion

Dans un premier temps, nous avons organisé des groupes de discussion (*focus groups*) qui permettent de révéler des contrastes entre les attitudes des personnes et de dégager des profils présents dans la population. L'organisation de groupes de discussion permet l'expression d'un maximum de logiques différentes. En utilisant des techniques d'association d'idées, d'évocations spontanées, de comparaison de concepts et du matériel à commenter, la discussion de groupe permet d'explorer largement les perceptions des participants à propos du sujet étudié. L'objectif des groupes n'est pas d'atteindre un consensus sur chaque idée ou proposition, mais bien d'évoquer librement la diversité des opinions en présence et la façon dont elles se traduisent dans la vie quotidienne.

Nous avons organisé 4 groupes de discussion, à Bruxelles en décembre 2004 et janvier 2005, composés chacun de 8 personnes âgées de 25 à 60 ans. Chacun de ces groupes a été consacré à une thématique particulière :

- Groupe 1 : problématiques de chauffage et investissements dans le secteur du chauffage et/ou de l'isolation.
- Groupe 2 : comportements adoptés en matière d'économies d'énergie domestique, et potentialités d'adoption de comportements d'utilisation rationnelle de l'énergie.

- Groupe 3 : motivations des consommateurs qui ont adopté des comportements d'utilisation rationnelle de l'énergie.
- Groupe 4 : problématiques de chauffage et investissements dans le secteur du chauffage et/ou de l'isolation. Les participants sont tous propriétaires d'au moins un logement qu'ils louent à un locataire (propriétaires bailleurs).

Des entretiens approfondies in situ

Nous avons visité 7 ménages en février et mars 2005, afin de les interroger sur leurs perceptions et pratiques en matière de consommation d'énergie. L'intérêt de se rendre chez les gens est, outre de récolter des attitudes générales et spécifiques sur leur logement et l'énergie, de comprendre leur manière de consommer l'énergie. Par conséquent, après avoir procédé à un entretien semi-directif, nous avons circulé dans l'habitation avec la ou les personnes interrogées en passant en revue une liste de gestes permettant d'économiser l'énergie.

L'enquête quantitative

Suite des deux étapes précédentes, nous avons formulé des hypothèses afin de rédiger le questionnaire de l'enquête quantitative. Cette enquête a été réalisée par interview téléphonique auprès de 1000 personnes habitant en Belgique, âgées de 18 ans et plus, à partir des annuaires téléphoniques. Elle s'est déroulée pendant l'été 2005. L'échantillonnage s'est fait de manière aléatoire et stratifiée. L'échantillon a été redressé en fonction de la localisation, du genre et du groupe social. Les résultats ont fait l'objet des traitements statistiques adéquats (χ^2 , marge d'erreur). La marge d'erreur totale maximale sur l'échantillon est de 3,1%.

Chaque donnée a été analysée en fonction de la localisation (province), de caractéristiques linguistiques, du sexe, de la classe d'âge, de la taille et de la composition du ménage, du type d'habitat (CIM), de la grandeur de l'habitat (nombre de pièces habitables), de l'ancienneté de l'habitat, du statut de l'occupation du logement (propriétaire ou locataire), du fait que le logement ait été construit ou non par les occupants, du groupe social (inférieur, moyen, supérieur), du statut par rapport aux achats (principal responsable d'achat ou non), du type de formation (scientifique ou non), de la température de la pièce de séjour en hiver, du montant déclaré des factures d'électricité et de chauffage.

Nous avons également réalisé une typologie (réalisée sur base de la méthode des nuées dynamiques de Diday) et une segmentation (selon l'indice de Belson). Une analyse globale et des analyses transversales ont été effectuées selon le statut de l'occupant, le groupe social, la région, le groupe d'âge.

Interviews approfondies

Suite à ce sondage, nous avons réalisé une série d'entretiens individuelles en profondeur afin de pouvoir interpréter certains résultats de l'enquête quantitative.

Interviews des acteurs intermédiaires

Les ménages ne sont pas les seuls acteurs de leur consommation d'énergie. Ils doivent traiter avec des architectes et des entrepreneurs quand ils construisent ou rénovent une maison, avec des chauffagistes quand ils installent une nouvelle chaudière, avec des vendeurs quand ils désirent acheter un appareil électroménager, etc. Nous avons interrogé 21 personnes de divers horizons durant les mois d'octobre et novembre 2005. L'objectif de cette enquête était donc double :

- recueillir rapidement, via une série d'interviews, des informations sur les pratiques et les pressions spécifiques à différentes professions intervenant d'une manière ou l'autre dans la maîtrise de la consommation d'énergie résidentielle ;

- faire émerger des propositions pour augmenter la capacité des ménages à maîtriser leur consommation d'énergie. Les propositions les plus intéressantes ont ensuite été discutées lors d'une table ronde en décembre 2005.

5. Quelques résultats de l'enquête auprès des ménages

Le rapport final contient un grand nombre de résultats de l'enquête, et notamment son volet quantitatif. Nous mentionnons ici quelques résultats généraux de notre enquête, et omettons par exemple l'analyse qui dégage des contrastes entre différentes catégories de groupes sociaux.

Résultats généraux

L'énergie reste une grandeur physique mal appréhendée par le grand public. Elle n'acquiert de visibilité qu'au travers de ses diverses utilisations comme le chauffage, l'éclairage, le fonctionnement des appareils électrodomestiques,...

Très souvent, les personnes ne peuvent pas évoquer la quantité d'énergie qu'ils utilisent, ni de manière globale, ni par type de source (gaz, mazout, électricité...), ni par type d'utilisation (chauffage, éclairage, etc.). Ils ne sont pas en mesure de donner une estimation quantitative même approximative, que ce soit en m³ ou en kWh. La majorité des personnes ne sont pas davantage capables de communiquer une estimation des coûts mensuels ou annuels de leur utilisation d'énergie à domicile.

D'une manière générale, il n'existe pas UNE logique d'utilisation de l'énergie ni UNE logique d'économies d'énergie. Les logiques se dessinent plutôt par secteur d'activité domestique : s'éclairer, se chauffer, cuisiner, laver le linge, ... Dans chacun de ces secteurs, les personnes font des choix et adoptent des comportements en fonction de critères et de contraintes, parmi lesquels faire des économies d'énergie ou faire des économies financières sont souvent moins importants que d'autres critères personnels.

Attitudes et comportements

Les *focus groups* ont permis de dégager 6 profils distincts de ménages selon la conception qu'ils se font de leur habitation, et qui est liée à la manière de percevoir l'énergie, à l'intérêt porté à certains instruments politiques, à la signification portée à l'économie d'énergie, aux usages de l'éclairage. Les 6 profils sont les suivants : gestion, convivialité, nid, démonstration, accessoire, transit. Chaque individu peut être composé de différents profils mais souvent un de ces profils domine.

L'analyse par segmentation a établi que les critères sociodémographiques sont des facteurs explicatifs des comportements économes plus puissants que les facteurs d'attitudes. Ces derniers participent, mais de manière complémentaire, à l'explication des comportements plus ou moins économes. Les attitudes « positives » (envers l'environnement, impact de ses activités) ne sont pas des indicateurs du passage à l'acte mais on observe plus d'attitudes positives chez ceux qui passent à l'acte. Les attitudes négatives (énergie chère, progrès technologique, difficulté de maîtriser la consommation d'énergie) ne semblent pas influencer les comportements dans un sens ou dans l'autre. Ceux qui agissent attribuent plus de sens aux économies que les autres.

Mais la recherche d'économies financières n'est pas non plus une motivation dominante. Par exemple, les économies d'énergie réalisées suite à un investissement ne sont pas considérées comme des économies financières mais comme un lent retour d'investissement.

Les motivations à l'adoption de comportements économisant l'énergie sont diverses. Elles varient selon les individus mais aussi, pour un même individu, selon les secteurs de la consommation et/ou les types de comportement. Ainsi on observe des logiques différentes en ce qui concerne les investissements et les comportements quotidiens. Les personnes

considèrent que les économies sont davantage le résultat d'investissements plutôt que de comportements quotidiens. Ceux qui ont investi pensent qu'ils ont fait ce qu'il est nécessaire pour réaliser des économies d'énergie et ne cherchent guère à adopter des comportements plus économes.

L'approche qualitative souligne l'influence de l'éducation sur ces types de comportements. Des modifications de comportements en ce qui concerne l'énergie surviennent également suite à des moments de « rupture », de « prise de conscience » comme la dégradation de la situation financière suite à la perte d'un emploi.

Chauffage

Selon notre échantillon, la plupart des logements (83%) sont équipés d'un chauffage central fonctionnant au gaz naturel (57%) ou au mazout (40%). L'électricité est très peu utilisée comme source principale de chauffage. Certaines personnes sont également incapables de préciser les caractéristiques de leur chauffage central (type d'énergie, type de chaudière,...).

La majorité des personnes ayant effectué des investissements sont des propriétaires occupants. Ces investissements dépendent en général du niveau de bien-être auquel aspirent ces personnes, mais surtout de l'état de l'habitation (logement à rénover, construction neuve, etc.). A l'heure actuelle, les primes ne jouent pas un rôle d'entraînement ; elles sont très peu demandées lors d'investissements car elles ne sont pas connues ou les personnes ne savent pas où s'adresser.

De nombreuses personnes se déclarent disposées à éviter la consommation d'énergie qu'elles jugent inutile ou superflue (baisser la température la nuit, lorsque l'on s'absente,...). Par contre il paraît plus difficile de leur faire acquérir des comportements qui influent sur leur confort ou qui modifient leurs habitudes. De plus, une seule personne dans le ménage ne pourra pas à elle seule réguler la consommation de chauffage; cela doit venir d'un consensus familial. La température intérieure du logement est une source de désaccord pour la moitié des ménages. Ce conflit se règle généralement en adaptant la température aux besoins de la personne la plus frileuse.

La motivation la plus avancée pour entreprendre des travaux liés à la consommation d'énergie est l'augmentation de confort. Il apparaît que les mesures visant à l'amélioration des infrastructures (chauffage et isolation), permettant de bénéficier d'autant de chaleur en consommant moins d'énergie, seront mieux reçues que des campagnes de sensibilisation encourageant à diminuer la température via le thermostat par exemple.

L'électricité

La tendance est à la hausse de la consommation d'électricité dans les ménages belges. Cela s'explique notamment par la multiplication du nombre d'appareils possédés par les ménages et par la hausse des fréquences d'utilisation. Certains appareils sont présents dans la majorité des ménages : le frigo, la télévision, le lave-linge, le micro-ondes. D'autres sont présents dans un nombre plus réduit de ménages : le congélateur, l'ordinateur, la cuisinière électrique, le sèche-linge, le lave-vaisselle, ainsi que divers petits appareils. Généralement, les ménages possèdent au maximum un appareil de chaque type, sauf pour les télévisions et les ordinateurs : les ménages qui possèdent un de ces appareils, en possèdent généralement plus d'un.

Nous pouvons constater qu'il n'existe pas de dynamique de consommation d'électricité unique et homogène, ni de dynamique cohérente d'économie d'électricité et que la consommation d'électricité ne peut se comprendre qu'au travers des différents secteurs d'activité (éclairage, cuisine, nettoyage, loisirs, etc.). Cela se manifeste au sein d'un ménage : par exemple, on fera attention à éteindre les veilles mais on utilisera un puissant éclairage halogène. Et cela se manifeste pour un secteur donné dans différents ménages. Ainsi, pour l'éclairage, la plupart des personnes déclarent éteindre dans les pièces inoccupées, et cela correspond pour elles à éviter un gaspillage. Mais de nombreuses

personnes déclarent utiliser l'éclairage pour « créer une ambiance » (c'est-à-dire de l'animation, de la vie, un espace, de la chaleur, de l'intimité, de la douceur).

Contrairement aux économies de chauffage qui requièrent un consensus, une seule personne peut, à elle seule, réguler l'extinction des éclairages ou la limitation de l'utilisation des éclairages dans la famille, car l'enjeu n'est pas aussi vital que le chauffage. En ce qui concerne les appareils électrodomestiques, très peu de personnes estiment possible de n'acheter et de n'utiliser que les appareils dont ils auraient réellement besoin. Il sont également très peu nombreux à envisager d'utiliser les appareils de manière différente. Par contre, ils sont nombreux à estimer plus facile d'acheter des appareils plus performants au niveau énergétique.

Politiques et mesures

Certains freins aux investissements apparaissent nettement: statut de l'occupation, durée d'occupation envisagée, surévaluation de l'état de l'isolation de son logement, source de conseil (chauffagiste pour le chauffage, aucune pour l'isolation), démarche d'information, non connaissance des primes, non utilisation des primes.

Les mesures que les ménages déclarent les plus incitantes varient selon les groupes, mais il y a un accord général sur ce qui inciterait les gens à faire plus attention à leur consommation d'énergie : plus de réglementation, mieux visualiser la consommation d'énergie et ses impacts sur l'environnement, un prix élevé de l'énergie, et des conseils personnalisés.

6. Enquête auprès des acteurs intermédiaires

Afin de compléter notre enquête, nous avons rencontré diverses personnes qui sont des observateurs privilégiés ou des praticiens d'un domaine qui concerne la consommation d'énergie résidentielle : architecture, chauffage, construction, pouvoirs publics, formateurs, conseillers en énergie, etc. Nous mentionnons ici certains résultats des entretiens que ces répondants ont bien voulu nous accorder.

La plupart des répondants cite la mauvaise isolation du parc de logements existants pour expliquer la consommation d'énergie relativement élevée des logements en Belgique. A propos des nouveaux logements, les avis sont plus partagés : certains pensent qu'ils demeurent mal isolés, d'autres estiment que l'évolution est favorable. Mais tous s'accordent pour dire que le problème est le contrôle de l'application des normes. De plus, les professionnels du bâtiment apparaissent comme manquant de qualification. Les répondants sont généralement favorables aux mesures d'accompagnement, telle que le programme « construire avec l'énergie » lancé par la Région Wallonne.

Les répondants qui n'ont pas pu réfléchir à la problématique générale de la (sur)consommation domestique d'énergie ont comme premier réflexe de suggérer l'organisation de vastes campagnes d'information (spots TV, etc.). Mais ceux qui ont étudié la question remarquent que les campagnes de sensibilisation dans les grands médias sont assez inefficaces car elles sont fugaces.

Les primes sont souvent perçues comme un bon instrument de communication, mais ayant une efficacité relative du point de vue de la consommation d'énergie. Il est également reproché au système actuel de primes d'être dispersé (d'où un temps considérable à les rassembler) et instable (qui change chaque année au gré des budgets disponibles).

Les interviews de certains professionnels ont confirmé leur importance dans la consommation d'énergie des ménages et dans les pratiques (bonnes ou souvent mauvaises) qu'ils perpétuent. Il en ressort une pesante tradition dans les corps professionnels de la construction et du chauffage, et un rôle de conseiller en énergie auprès des ménages qu'il reste à assurer. L'attentisme semble encore fort présent.

7. Conclusions et recommandations : pour une culture de l'énergie

Il n'y a pas de culture de la maîtrise de l'énergie aujourd'hui en Belgique. Nous l'avons vu dans les enquêtes qualitatives et quantitative auprès des ménages. Nous l'avons constaté auprès des professionnels impliqués d'une manière ou l'autre dans la consommation d'énergie domestique. Et nous avons pu le confirmer lors de la table ronde qui était destinée à discuter de ces questions.

Du point de vue des ménages, l'énergie est distribuée dans une série de gestes qui n'ont pas pour fonction de consommer de l'énergie mais de rendre un ensemble de services. Cet ensemble de services est disparate : il n'est généralement pas perçu sous la catégorie d'énergie (sauf si on interroge les personnes). Certains ménages ont pris l'habitude (via l'éducation notamment) de faire attention à certains usages, mais les pratiques consommatrices d'énergie sont toujours diversement réfléchies. Bien sûr les ménages savent en général que l'énergie a un coût et que sa consommation est un problème pour l'environnement. Mais l'énergie est une notion abstraite car elle n'est pas facilement associée à la multitude des gestes qui font consommer de l'énergie.

De leur côté, les divers corps de métier qui interviennent dans la construction du cadre de l'habitation (architectes, entrepreneurs généraux, chauffagistes, ...) sont peu sensibles aujourd'hui à la question de la maîtrise de l'énergie. Et certaines manières de faire, « apprises sur le tas », semblent peser lourdement en Belgique.

En vue d'élaborer des recommandations, on peut se poser la question suivante : est-il pertinent de parler en termes d'énergie pour atteindre les pratiques ? Ou faut-il respecter la fragmentation des pratiques ? Nous pensons qu'il faut faire les deux, mais dans le bon ordre, en partant des pratiques. La première étape pourrait être celle des politiques d'accompagnement, de politiques qui s'adaptent aux multiples cas, tant des ménages que des professionnels.

Les résultats de notre étude montrent que les gens sont très intéressés par un audit gratuit. Ils aimeraient en quelque sorte que quelqu'un vienne chez eux leur expliquer ce qu'est la consommation d'énergie et comment ils pourraient la réduire. Chaque ménage, chaque maison, étant particulière, il semble normal de demander une aide pour son propre cas. Pour être suivis d'effet, les audits doivent être toutefois accompagnés (financièrement ou par un contact de proximité et régulier). Par ailleurs, le particulier qui veut procéder à des travaux chez lui est aujourd'hui très désemparé. Il est très difficile de trouver des informations fiables (pour les ménages et pour les professionnels). A chacun des stades du processus, depuis la conception (construction ou rénovation) jusqu'au contrôle, il manque un accompagnement professionnel. Un nouveau métier est appelé à se développer, notamment dans le cadre de la directive européenne sur la PEB (Performance Energétique des Bâtiments) : conseiller en énergie.

Les mesures politiques doivent être mieux ciblées. Aujourd'hui, les incitants financiers sont trop réduits pour jouer un véritable rôle d'entraînement. Des prêts bancaires à taux réduit pour rénovation qui améliorent la performance énergétique des bâtiments pourraient être une piste, mais il ne faut pas oublier les cas pour lesquels cette mesure ne fonctionne pas : les locataires et les propriétaires démunis. Toucher les propriétaires bailleurs est particulièrement difficile puisqu'ils ne payent généralement pas les factures d'énergie de leurs locataires. Mais cela pourrait être fait en liant la PEB et le précompte immobilier, ce qui toucherait tous les propriétaires et donnerait plus de poids à la PEB. Les logements sociaux nécessitent également une attention particulière.

Dans une seconde étape, lorsqu'une personne a fait quelque chose pour épargner de l'énergie, il est possible d'utiliser ces modifications pour que l'énergie devienne une question importante et de donner alors, par exemple, un sens au Protocole de Kyoto. Les deux étapes ne sont pas chronologiques mais logiques : être au plus près des pratiques des gens

(audits), pour ensuite leur montrer le lien entre leurs gestes et l'environnement. Sous peine de culpabiliser les gens (c'est-à-dire de les rendre impuissants), on ne peut partir des questions essentielles que soulève la consommation d'énergies non renouvelables, sans organiser au préalable une politique générale d'aide et d'accompagnement qui tienne compte des multiples pratiques hétérogènes.

Les différents plans climat des régions comptent en partie sur les ménages pour atteindre les objectifs de Kyoto, mais il manque manifestement une volonté politique pour le dire clairement aux ménages et surtout leur donner les moyens d'atteindre ces objectifs. Parmi les mesures étudiées, la réglementation était la mesure disposant de plus de potentiel, vis-à-vis de laquelle les personnes se déclarent le plus sensibles. De manière générale, nous avons constaté que les gens sont favorables à une intervention du politique si celle-ci est équitable, c'est-à-dire si elle s'applique à tout le monde.

La Belgique se trouve actuellement à un tournant stratégique concernant la maîtrise de la demande de l'énergie : la directive européenne sur les performances énergétiques des bâtiments va l'obliger à remédier à certains de ses défauts en la matière. Cette amélioration semble bien nécessaire : avec un niveau de vie élevé et un parc ancien, ainsi qu'une période de chauffe assez longue, la Belgique apparaît en ligne de mire du « gaspillage » énergétique au niveau européen. Les traditions qui gouvernent les corps de métiers ont contribué à une prise de conscience qui semble maintenant avérée, mais en retard sur certains de nos voisins.

Cependant, pour saisir cette opportunité, il est nécessaire que les pouvoirs publics prennent des mesures fortes et surtout, cohérentes entre elles. Les nouvelles réglementations devront être accompagnées pour être « intégrées » par les professionnels. L'information sera également nécessaire pour faire connaître les instruments mis à la disposition des ménages pour mieux maîtriser leur consommation d'énergie. Enfin, il est important de trouver des moyens pour rendre l'électricité (et l'énergie en général) plus visible et pour cela de développer un pôle de compétence en conseil énergétique.